

L'explosion d'une voiture, le 28 septembre dernier, devant une caserne de l'armée malienne à Tombouctou, a rappelé que le terrorisme n'avait pas disparu au Mali. Cependant, le nouvel épicentre jihadiste dans la région s'est déplacé vers la Libye, avec des répercussions directes sur le Niger et le Tchad. Dans cette perspective, seule une mobilisation de l'ensemble des acteurs de la région ainsi qu'une approche régionale et globale de la communauté internationale, dans la durée, pourra permettre de répondre à ce défi | [Par Antonin TISSERON, chercheur associé à l'Institut Thomas More](#)



Si les groupes jihadistes sahéliens ont été fortement déstabilisés par l'opération Serval, la menace qu'ils représentent demeure. Le Mali est bien entendu concerné par ce terrorisme persistant agrégeant, autour d'idéologues, des membres actifs et des sympathisants aux motivations diverses (1). Mais en raison du succès de l'intervention militaire française, dans une Afrique où nombre de combattants sont nomades et les zones grises nombreuses, il s'est diffusé suivant une logique de vases communicants. En cela, la lutte contre le terrorisme impose une action à l'échelle de la sous-région contre les groupes armés violents, que cela soit dans les champs sécuritaires, mais aussi politiques et économiques. Le cas échéant, la fenêtre d'opportunité ouverte par l'intervention militaire française au Mali, pour réduire le potentiel de nuisance des groupes jihadistes et enrayer les dynamiques de constitution et de recrutement, n'aura été qu'une occasion manquée.

Une menace persistante au Mali

L'opération Serval a permis de démanteler l'infrastructure jihadiste au Nord-Mali. Des dépôts logistiques, des caches d'armes, plusieurs centres d'entraînement, une imprimerie et vingt ateliers de fabrication d'engins explosifs improvisés ont été détruits. Dans la seule vallée de l'Amettetaï, vingt tonnes de munitions ont été récupérées, auxquelles s'ajoutent plusieurs centaines d'armes. D'un point de vue humain, un grand nombre de combattants ont été tués ou arrêtés. Les groupes armés auraient perdu entre 400 et 600 hommes sur 1 600 estimés par les militaires français au cours des opérations armées, dont l'Algérien Abou Zeid (2). Au total, un tiers des combattants aurait été neutralisé, un tiers aurait déposé les armes ou changé de camp, tandis qu'un tiers aurait choisi de poursuivre le combat, à commencer par les hommes du Mujao et d'Al Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi), autour des chefs encore vivants. Dans cette perspective d'ailleurs, le Mujao et Mokhtar Belmokhtar annonçaient le 22 août dernier la fusion de leurs deux mouvements et la naissance d'*Al Mourabitoune* (Les Almoravides) afin de « réaliser l'unité des musulmans du Nil à l'Atlantique », selon un communiqué diffusé par l'agence mauritanienne ANI (3).

Si l'intervention de la France, du Tchad et des pays africains participant à la Misma a permis de briser la capacité d'action des groupes armés jihadistes dans la région du Nord-Mali, les opérations militaires et policières ne sont pas pour autant terminées. Elles se poursuivent pour détruire les stocks d'armement et neutraliser les combattants refusant de déposer les armes. Cependant, contrairement aux actions menées en janvier et février 2013, il ne s'agit plus de

conquérir un sanctuaire adverse âprement défendu et de reprendre un territoire, mais de mener des missions de contrôle de zone et des opérations anti-terroriste en conjonction avec la Minusma et les forces de l'ordre maliennes, particulièrement dans la région de Gao - où le Mujao dispose d'une forte assise territoriale - et dans l'extrême nord du pays. Le 8 septembre, un véhicule rempli d'explosifs était ainsi découvert dans une forêt à l'Ouest d'Anéfis, localité entre Gao et Kidal, par des soldats français, sénégalais, nigériens et des gendarmes maliens. Le 10 septembre, un camion piégé était également neutralisé à l'Ouest de la localité de Tabankrot, au sud de Gao, et quatre jours plus tard, des légionnaires étaient pris à parti par quatre hommes au Sud d'Almoustarat, saisissant après l'affrontement un pick-up piégé, de l'armement, plusieurs milliers de cartouches, du matériel de communication et du matériel médical.

Le glissement du calendrier de retrait des soldats français et la volonté de laisser un contingent permanent de 1 000 hommes au Mali devrait permettre d'empêcher tout processus de reterritorialisation de groupes jihadistes dans le pays. Mais la réduction de cette menace diffuse prendra du temps et constitue un véritable défi pour le gouvernement malien, dont les forces armées sont en pleine reconstruction, et une communauté internationale encore attendue. Comme le rappelait l'envoyé spécial des Nations Unies au Mali le 19 septembre dernier, Bert Koenders, la Minusma manque d'avions et d'hélicoptères et, sur les 12 000 hommes initialement prévus, seuls 5 000 (provenant de la Misma) sont actuellement déployés (4).

L'émergence d'un épicode jihadiste libyen

Si le jihadisme existe encore au Mali, il ne se limite pas à ce territoire. En donnant « un coup de pied dans la fourmilière » (5), les forces françaises ont en effet nourri une logique de dispersion. Plusieurs combattants ont fui le Mali pour le Sud de la Libye où, sous le régime de Kadhafi, des Touaregs étaient chargés de la sécurité dans certaines régions, notamment sur la frontière avec le Niger (6).

Or à bien des égards, la Libye constitue un sanctuaire idéal pour rebâtir des infrastructures mises à mal par l'intervention française. D'une part, il s'agit d'un carrefour entre la Méditerranée et le Sahara, entre le Maghreb et le Machrek, entre l'Afrique du nord et l'Afrique subsaharienne, entre l'Égypte et le Mali. D'autre part, alors que la mission européenne *EUBAM Libya* destinée à assister les autorités à sécuriser leurs frontières n'était lancée officiellement que le 22 mai 2013, la situation politique et sécuritaire en fait un refuge de premier ordre. Les armes de tous calibres prolifèrent. Les trafics transitent par les périphéries du pays, profitant de la perturbation de la route malienne en raison de la présence de troupes françaises. Enfin et surtout, le Sud et l'Est, foyers de recrutement importants de jihadistes pour les conflits en Irak et en Syrie, sont des zones mal voire non contrôlées par un pouvoir central obligé de composer avec plus de 300 milices dont toutes ne lui ont pas fait allégeance.

La question de savoir si la greffe d'AQMI dans le Sud et l'Est libyen a réussi, est encore débattue. Des observateurs estiment qu'il y aurait déjà une implantation avancée (7). D'autres

considèrent que l'organisation n'en serait qu'au stade des complicités logistiques ou de l'accueil temporaire avec d'autres groupes armés, et que toute tentative d'implantation durable achoppera sur la volonté des milices libyennes à conserver leur autonomie et leur réticence à se soumettre à une organisation perçue comme « algérienne » (8). De même, l'existence d'une passerelle idéologique et organisationnelle entre la Cyrénaïque et le Fezzan, d'une action concertée sous la bannière d'Al Qaeda, reste sujette à caution.

Ceci étant, comme le rappelaient les sénateurs Jean-Pierre Chevènement et Gérard Larcher il y a quelques mois, « *la question du degré d'implantation d'Al Qaeda en Libye n'est peut-être, au fond, qu'une question de temps* » (9). Alors qu'Aqmi menait sa stratégie d'insertion au Nord-Mali (10), en 2012 déjà, l'organisation terroriste était présente en Libye, avec des partisans « *actifs dans l'achat d'armes, dans l'escorte de convois de drogue* » et dans le repérage de zones dans « *l'éventualité d'un repli du Nord Mali* » (11).

Le Niger et le Tchad en première ligne

Pour le président nigérien, la présence d'un foyer jihadiste dans le Sud libyen est particulièrement préoccupante. Le 27 mai dernier, à la suite des attaques visant la caserne d'Agadez et une usine du groupe Areva à Arlit, il déclarait en effet que, « *pour le Niger en particulier, la menace principale s'est déplacée de la frontière malienne vers la frontière libyenne. En effet je le confirme, l'ennemi qui nous a attaqués à Agadez et Arlit vient du Sud [libyen] [...]. La situation au Mali, qui n'est qu'une conséquence de la crise en Libye, ne doit pas détourner la communauté internationale de son devoir de stabiliser la situation en Libye* ». Quelques jours plus tard, cette inquiétude était d'ailleurs renforcée par l'évasion de vingt-deux détenus de la prison de Niamey, dont le malien originaire de Gao Alassane Ould Mohamed, alias « Chébani » (12), et l'attaque contre la gendarmerie de Niamey le 11 juin.

Le principal élément d'inquiétude pour les autorités nigériennes tient à la présence sur son sol de nationaux ayant rejoint Aqmi et le Mujao, au contact desquels ils ont appris le maniement des armes. Cette préoccupation des autorités nigériennes est d'autant plus forte que le pays est pris en tenaille entre : au Nord, les islamistes présent dans le Sud libyen ; à l'Ouest, les partisans d'Aqmi et du Mujao encore opérationnels au Mali ; au Sud, Boko Haram et ses émules. Le Niger n'est toutefois pas seul à s'inquiéter de la violence dans la sous-région. Le Tchad, également, est particulièrement concerné par la présence d'un trou noir sécuritaire dans le Sud libyen. D'une part, en raison de l'envoi de 2 000 combattants au Mali, le pays est une cible potentielle de premier ordre. D'autre part, il doit faire face aux risques de déstabilisation sur ses frontières orientales et méridionales, en raison à la fois de la crise du Darfour et d'une situation fortement instable en Centrafrique, en dépit de la présence de 1 300 soldats camerounais, congolais, gabonais et tchadiens dans le cadre de la Mission internationale de soutien à la RCA (Misca). Depuis la rébellion du Séléka et le renversement du président Bozizé, le pays est sous le contrôle de chefs de bande, l'État ne perçoit plus aucune taxe, les fonctionnaires ne sont pas payés, et 80% du commerce des diamants centrafricains serait passé aux mains de seigneurs de guerre locaux (13).

La menace jihadiste ne doit cependant pas être surestimée. Certes, le Niger et le Tchad sont et

seront des terrains d'action voire de recrutement pour des groupes armés ou des individus se réclamant de l'islam radical. Comme le rappelle le chercheur Emmanuel Grégoire, « *la constitution de cellules islamistes nigériennes est préoccupante : certains groupes arabes de la région de Tasara ont ainsi noué des liens économiques (trafic de drogue) et religieux avec le Mujao* ». Mais « *les thèses islamistes ne rencontrent guère l'adhésion des populations, qu'elles soient du nord ou du sud du pays, et leur influence reste minime* » (14). On est en cela loin d'une situation comparable à celle prévalant au Mali dans les mois précédant le déclenchement d'une révolte touareg et l'alliance entre une partie des rebelles avec les jihadistes d'Aqmi. En fait, le principal défi des régimes sahéliens réside dans leur capacité à empêcher une contestation politique et sociale pouvant nourrir la rhétorique jihadiste. Au Niger, les tensions internes sont fortes, attisées par les espoirs soulevés par le programme de développement présidentiel, la suspicion d'infiltration des institutions politiques et sécuritaires par des réseaux criminels transnationaux, le sentiment croissant que le pays mène une guerre pour l'Occident et le développement d'une société civile islamique particulièrement critique, constituant autant une force de contestation radicale, potentiellement violente, qu'une entreprise plus pacifique de « remoralisation » de la vie publique (15).

Une fenêtre d'opportunité à saisir

L'intervention française au Mali a ouvert une fenêtre d'opportunité au Sahel qui reste à saisir. La menace représentée par des groupes armés jihadistes expérimentés et ayant montré leurs fortes capacités d'adaptation ne disparaîtra pas dans les mois à venir, et elle affectera les efforts en matière de développement économique, directement à travers un sentiment d'insécurité, et indirectement en obligeant les États à accorder une part substantielle de leurs ressources aux unités militaires et policières. Qu'on le veuille ou non, les jihadistes feront encore parler d'eux pendant longtemps.

Le succès de la lutte contre les groupes jihadistes dans la région impose en cela une action internationale dans la durée au Mali, mais aussi en Libye et auprès des autres partenaires sous-régionaux. L'enjeu est double : empêcher tout processus de reterritorialisation et enrayer les dynamiques de recrutement. Dans cette deuxième perspective, un équilibre reste d'ailleurs encore à trouver entre le renforcement des outils sécuritaires, l'implication de militaires étrangers, la réponse aux attentes des sociétés dans les champs politiques ou économiques, et les discours ne stigmatisant pas une population et une religion.

La principale question concernant le jihadisme au Sahel après Serval est donc celle de la capacité d'action et de l'ancrage dans les sociétés locales des groupes jihadistes et, en miroir, l'efficacité des régimes à satisfaire des populations attendant de l'État qu'il pourvoie aux services de bases, les protège et assure les libertés et droits élémentaires. Pour dire les choses autrement, à trop se focaliser sur une menace jihadiste réelle mais limitée, l'Europe et les États-Unis risquent bien de la renforcer en lui apportant un écho dont elle a besoin pour nourrir sa rhétorique et exister, et ce faisant de fragiliser leurs partenaires locaux.

| Notes

(1) Terroristes, trafiquants et rebelles aux motivations politiques peuvent se rejoindre ponctuellement mais ils ont des objectifs et dynamiques propres.

(2) Isabelle Lasserre et Thierry Oberlé, *Notre guerre secrète au Mali. Les nouvelles menaces contre la France*, Paris, Fayard, 2013, p. 59. La différence entre le nombre de jihadistes et les estimations antérieures à l'intervention militaire française, bien supérieures, est liée au fait que nombre de combattants d'Ansar Dine ont quitté le mouvement après le déclenchement de l'opération Serval.

(3) Fin-septembre, aucun chef n'était officiellement nommé pour la nouvelle organisation, tout comme aucun attentat n'était - encore - revendiqué. Cette annonce de la fusion des Signataires par le sang et du Mujao peut être analysée comme une conséquence directe de l'opération Serval sur les groupes jihadistes et la réduction de leur potentiel combattant : pour conserver une masse critique et continuer de peser sur les événements, ils sont dans l'obligation de mettre en commun leurs forces.

(4) Christophe Boisbouvier, « Bert Koenders : « il reste un risque jihadiste au nord du Mali » », RFI, 19 septembre 2013.

(5) Jean-Pierre Chevènement et Gérard Larcher (rapporteurs), *Mali : comment gagner la paix ?*, Rapport d'information n°513, Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (Sénat), 16 avril 2013, p. 104.

(6) Patrick Haimzadeh, *Au cœur de la Libye de Kadhafi*, Paris, JC Lattès, 2011, p. 161.

(7) Voir par exemple Samuel Laurent, *Sahelistan*, Paris, Seuil, 2013.

(8) Jean-Pierre Chevènement et Gérard Larcher (rapporteurs), *Sahel : pour une approche globale*, Rapport d'information n°720, Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (Sénat), 3 juillet 2013, p. 93.

(9) *Ibidem*.

(10) Les soldats français de l'opération Serval ont trouvé à Tombouctou un rapport daté du 20 juillet 2012, rédigé à l'issue de « discussions collégiales » au sein d'Aqmi et intitulé *Orientation du jihad dans l'Azawad*. Organisé en six chapitres et sous-titré « *Vision globale du projet jihadiste dans l'Azawad et politique d'Al-Qaida et à l'intérieur et à l'extérieur de l'Azawad* », Droukdel y expose ses objectifs pour l'Azawad et les suites du mouvement. En effet, la prise de ce territoire n'est qu'un point de départ. D'une part, il s'agit d'un laboratoire dans l'organisation d'un émirat. D'autre part, le « jihad international » continue en dehors de l'Azawad « indépendamment d'Ansar Dine ». Quoi qu'il en soit, avec l'offensive vers le Sud - très vraisemblablement non souhaitée par Aqmi -, ce projet est devenu caduc, l'organisation étant obligée de trouver un autre espace pour « son » émirat.

(11) Jean-Louis Carrère (sénateur), cité par Jean-Pierre Chevènement et Gérard Larcher

(rapporteurs), *op. cit.*, p. 105. Voir également *Al Qaeda in Libya: a profile*, Library of Congress, août 2012 (<http://www.fas.org/irp/world/para/aq-libya-loc.pdf>).

(12) Alassane Ould Mohamed a été condamné pour l'assassinat en décembre 2000 de l'attaché de défense américain au Niger, ainsi que l'assassinat en 2009 de quatre touristes saoudiens dans l'Ouest du Niger, près de la frontière malienne. Il serait aussi soupçonné d'être impliqué dans l'enlèvement, en décembre 2009 près de Niamey, de l'envoyé spécial de l'ONU au Niger Robert Fowler et de son assistant.

(13) Nathalie Guibert, « Centrafrique : les scénarios du soutien militaire français pour dégager les routes et sécuriser les villes », *Le Monde*, 24 septembre 2013.

(14) Emmanuel Grégoire, « Islamistes et rebelles touaregs maliens : alliances, rivalités et ruptures », *EchoGéo*, Sur le Vif, 2013 (<http://echogeo.revues.org/13466>).

(15) International Crisis Group, *Niger. Un autre maillon faible dans le Sahel ?*, Rapport Afrique n° 208, 19 septembre 2013 (<http://www.crisisgroup.org/fr/regions/afrique/afrique-de-louest/niger/208-niger-another-weak-link-in-the-sahel.aspx>).